

# Boues Rouges "Lettre ouverte À SÃ©golÃ©ne Royal"

Soumis par Sophie

DerniÈre mise à jour&nbsp;: 27-11-2015

CommuniquÃ© de presse  
La Ciotat 27 Novembre 2015

La France ne sera peut Ãªtre pas au rendez-vous  
de lâ€™exemplaritÃ© pour la COP21  
Parc National des Calanques

La France continuerait-elle de privilÃ©gier lâ€™Ã©conomie des Industries polluantes au dÃ©triment de la protection de notre  
environnement et de notre santÃ© ?

Lâ€™enquête publique sur le renouvellement dâ€™autorisation, sur le domaine public maritime, de rejets chimiques et toxiques  
en mer, par le groupe ALTA%O, dans un Parc National est un dÃ©ni de dÃ©mocratie.

Alors que le PrÃ©sident commissaire enquêteur de la RÃ©publique se dÃ©clare incompÃ©tent Ã  rÃ©pondre Ã  nos remarques  
juridiques, il laisse le soin Ã  lâ€™entreprise industrielle, sans quâ€™elle nâ€™apporte aucune argumentation recevable, de rÃ©pondre  
en toute mauvaise foi.

Et alors quâ€™il se dÃ©clare incompÃ©tent, le PrÃ©sident commissaire enquêteur, accorde un avis favorable Ã  lâ€™industrie.  
La Ministre de lâ€™environnement SÃ©golÃ©ne Royal qui prend position contre cette autorisation affirme quâ€™elle subit de trÈs  
fortes pressions de la part du groupe industriel mais Ã©galement dâ€™autres ministÃ©res directement concernÃ©s.

Le dossier juridique adressÃ© au PrÃ©fet et Ã  madame la Ministre est consultable 1

Ã « Dans une lettre ouverte 2 adressÃ©e ce jour Ã  SÃ©golÃ©ne Royal, nous souhaitons, dans une dÃ©marche dâ€™analyse  
juridique prÃ©contentieuse, que la Ministre saisisse le Conseil dâ€™Ã©tat, comme le droit le permet, afin de demander un avis  
consultatif sur la question du Domaine Public Maritime Ã »

Sans cela, une poursuite juridique semble sâ€™engager devant le Conseil dâ€™Ã©tat avec le soutien de nombreuses associations  
de corporations et dâ€™institutions du monde de la Mer et du Littoral.

Les consÃ©quences dâ€™une possible dÃ©cision favorable Ã  une autorisation, dans un Parc National, engageraient tous les  
Parcs Nationaux de notre planÃ©te et affecteraient directement la Faune, la Flore, la BiodiversitÃ© et lâ€™HumanitÃ©, toutes ces  
ressources Ã  prÃ©server, pour lesquelles le PrÃ©sident de la RÃ©publique FranÃ§aise, FranÃ§ois Hollande mobilise les  
dÃ©cideurs de la Terre.

Alain MATESI  
PrÃ©sident Fondateur de CoLLeCt-IF  
Membre du Conseil Consultatif RÃ©gional de la Mer PACA  
Membre du Grenelle de lâ€™Environnement GT2  
Ã « PrÃ©server la BiodiversitÃ© et les ressources naturelles Ã »